

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.171/2
DU 15 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 avril 2009 ^(*), sur un projet d'arrêté royal "portant modification de divers textes relatifs à la proposition juridique du personnel des services de police", a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 16 mars 2009.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'arrêté en projet modifie de nombreuses dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo) et implique sur un certain nombre de points des modifications importantes de la position juridique des membres du personnel concernés par rapport à la situation actuelle. Tout comme cela a été le cas pour l'adoption de l'arrêté lui-même, il convient que le projet présentement examiné soit précédé d'un rapport au Roi ⁽¹⁾.

2. Les articles IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, VII.II.4 et VII.IV.9 PJPo, modifiés par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 27, 28, 29, 30, 31, 63 et 69 du projet, ont été confirmés par l'article 136 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police. Ces articles ne peuvent, dès lors, être modifiés que par voie législative.

Par conséquent, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 27, 28, 29, 30, 31, 63 et 69 du projet doivent être omis ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voir l'avis 32.667/2, donné le 16 janvier 2002, sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 avril 2002 portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

⁽²⁾ Voir l'avis 38.278/2, donné le 3 août 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 décembre 2005 portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police.

Les autres dispositions de l'arrêté en projet seront adaptées en conséquence.

L'attention de l'auteur du projet est d'ores et déjà attirée sur ce que la loi du 26 avril 2002, précitée, contient des dispositions au contenu similaire à celui des dispositions précitées de PJPol ⁽³⁾ et que, dans l'hypothèse d'une intervention législative, il conviendra de veiller à assurer la cohérence entre ces deux textes ⁽⁴⁾.

3. Selon l'article 12, 10/, de la loi du 26 avril 2002, précitée, pour être admis dans le cadre opérationnel, les candidats doivent satisfaire notamment à la condition suivante :

"10/ pour le cadre auxiliaire et de base, avoir réussi ou, pour le cadre moyen et d'officiers, avoir réussi et être classé en ordre utile aux épreuves de sélection donnant accès à la formation de base".

Cette disposition exige donc que, pour les fonctions relevant du cadre moyen (inspecteurs principaux de police) et du cadre d'officiers (commissaires de police), l'épreuve de sélection aboutisse à un classement des candidats, autrement dit que cette épreuve soit organisée sous la forme d'un concours et non d'un examen ⁽⁵⁾.

L'arrêté en projet n'est pas conforme à cette disposition. En effet, il résulte des articles IV.I.17 et IV.I.30 PJPol, en projet (articles 11 et 20 du projet), que les candidats commissaires de police seront sélectionnés sur la base d'un concours, mais que les candidats inspecteurs principaux de police devront passer une épreuve de sélection au terme de laquelle ils seront insérés dans une réserve de recrutement. Les inspecteurs

⁽³⁾ Voir notamment les articles 12, 13, 20 et 21 de cette loi.

⁽⁴⁾ Sur les inconvénients d'un système consistant à maintenir parallèlement deux types de dispositions de nature juridique différente, il est renvoyé à l'observation générale formulée dans l'avis 32.835/2, donné le 20 février 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 26 avril 2002, précitée (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 1683/1, pp. 68-81).

⁽⁵⁾ Voir également l'actuel article IV.I.32 PJPol, dont le paragraphe 1^{er} précise que la sélection des candidats inspecteurs principaux de police et des candidats commissaires de police "a lieu sous forme d'un concours pour lequel aucune réserve de recrutement n'est constituée".

principaux de police faisant partie du cadre moyen, les candidats à cette fonction ne peuvent être sélectionnés autrement que sur la base d'un concours.

Les articles 11 et 20 du projet doivent dès lors être fondamentalement revus.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser également les articles 142*bis* et 142*quinquies*, qui constituent le fondement légal des dispositions du chapitre 2 de l'arrêté en projet.

2. À l'alinéa 2, il convient de préciser que l'article 22*quinquies* a été inséré par la loi du 3 mai 2005.

Dispositif

Articles 8 et 9

Compte tenu de l'abrogation par l'article 9 du projet de l'article IV.I.14 PJPol, qui permet au candidat qui s'inscrit à une sélection de recevoir à sa demande le programme des épreuves de sélection, ce dernier élément devrait figurer parmi ceux que l'article IV.I.13 du même arrêté impose de mentionner à l'avis qui figurera dorénavant sur le site internet de la direction du recrutement et de la sélection.

Une observation analogue vaut pour l'article 33, compte tenu du remplacement de l'article IV.I.55 PJPol par l'article 38 du projet.

Article 10

L'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4/, PJPol, en projet, prévoit que la procédure de sélection du personnel du cadre opérationnel comprend un entretien de sélection devant la commission de sélection concernée au cours duquel la commission évalue les compétences spécifiques des candidats. Ces compétences spécifiques sont précisées dans le règlement de sélection "rédigé par le directeur de la direction du recrutement et de la sélection".

Cette subdélégation d'un pouvoir réglementaire ne concerne pas une mesure de détail ou de simple exécution. Elle ne peut dès lors être admise.

Article 11

L'article IV.I.17, § 2, alinéa 2, PJPol, en projet, précise que l'épreuve d'aptitude cognitive détermine un classement des candidats commissaires de police sur la base duquel, "le cas échéant", ceux-ci sont appelés aux épreuves de sélection suivantes.

La portée des termes "le cas échéant" n'est pas claire. La question se pose en effet de savoir si cela signifie que les candidats ne sont appelés aux épreuves de sélection qu'à la condition ou d'avoir réussi l'épreuve cognitive ou d'être placés en ordre utile dans le classement.

Article 12

L'article 12 vise à supprimer l'obligation d'entendre le candidat avant de prendre une décision lui imposant "une restriction par rapport à l'engagement territorial". Dès lors que cette décision peut léser le candidat, il ne peut être admis qu'elle soit prise sans qu'il ait la possibilité de faire connaître son point de vue.

Article 19

L'article IV.I.29, alinéa 2, PJPol, en projet, vise à dispenser les candidats inspecteurs principaux de police et commissaires de police qui ont échoué et qui se représentent dans les deux années qui suivent leur échec, de repasser les épreuves de sélection visées à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 2/ et 3/, lorsqu'ils les ont réussies. Toutefois, la disposition en projet prévoit que la commission de délibération visée à l'article IV.I.17, § 1^{er}, peut demander "si cependant besoin en est", un examen complémentaire relatif aux exigences fixées à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 2/, 3/ ou 4/.

Au-delà du fait que la disposition en projet ne permet pas d'être dispensé de l'épreuve prévue par l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4/, et que l'on n'aperçoit dès lors pas comment un examen complémentaire pourrait être demandé à ce propos, il ne peut être accepté que la commission de délibération soit habilitée à exiger un examen complémentaire "si besoin en est". Ce critère est en effet à ce point flou qu'il n'encadre pas du tout le pouvoir ainsi conféré à la commission.

L'article IV.I.29, alinéa 2, en projet sera revu en conséquence.

Article 20

Selon l'article IV.I.30, § 1^{er}, PJPol, en projet, la procédure d'admission à la formation de base des lauréats des épreuves de sélection d'agent de police ⁽⁶⁾ est essentiellement organisée comme suit :

- a) les lauréats sont insérés dans une réserve de recrutement (alinéa 1^{er});
- b) la liste des lauréats faisant partie de la réserve est transmise au chef de corps lorsqu'il s'agit d'un emploi au sein de la police locale, ou au directeur concerné lorsqu'il s'agit d'un emploi au sein de la police fédérale (alinéa 3);

⁽⁶⁾ La procédure est identique pour ce qui concerne les inspecteurs principaux de police, mais à cet égard, il est renvoyé à l'observation générale n/ 3.

- c) le chef de corps ou le directeur concerné peut sélectionner "sur dossier", parmi les lauréats de cette réserve, un nombre restreint (minimum cinq) de lauréats qui seront soumis à l'épreuve de sélection organisée par l'autorité de nomination pour l'emploi vacant à conférer (alinéas 4 et 5);
- d) l'autorité de nomination choisit le candidat le plus apte pour l'emploi vacant après une comparaison des titres et mérites des candidats présélectionnés (alinéa 6).

Comme il ne s'agit pas d'un concours, les différents lauréats sont versés dans la réserve de recrutement sans classement. Le Conseil d'État n'aperçoit dès lors pas comment justifier, au regard du principe d'égalité, la possibilité, lorsqu'un emploi est vacant, de présélectionner seulement certains lauréats de la réserve. Au surplus, on observe que les candidats présélectionnés pourraient être choisis de manière largement discrétionnaire puisque la disposition en projet prévoit uniquement une sélection "sur dossier", sans que les modalités d'un tel choix ne soient autrement précisées.

Pour chaque emploi à conférer, il convient, afin de respecter le principe d'égalité, que tous les lauréats aient la possibilité de poser leur candidature, quitte à ce qu'ensuite, lorsqu'il y a plusieurs candidats pour un même poste, l'autorité de nomination procède à une comparaison des titres et mérites afin de choisir le candidat le plus apte.

La disposition en projet sera revue en conséquence.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 49 du projet.

Article 23

L'article 23, 2/, modifie l'article IV.I.33, alinéa 2, PJPol afin de permettre au directeur de la direction du recrutement et de la sélection, de déroger à l'ordre d'admission à la formation de base déterminé par l'alinéa 1^{er} du même article, pour des nécessités de recrutement et pour la durée qu'il fixe.

Une telle subdélégation ne peut être admise que si elle est mieux encadrée, ce qui implique une objectivation de la notion de nécessité de recrutement.

.../...

Article 41

L'article IV.I.57*bis* PJPol, en projet, prévoit une procédure d'appel auprès du ministre en faveur du candidat "dont le comportement n'a pas été jugé conforme aux exigences de l'emploi".

Le Conseil d'État n'aperçoit pas à quelle décision cette expression fait référence. Il existe en effet des décisions de réussite ou d'échec d'une épreuve ou encore des décisions par lesquelles un candidat est déclaré apte ou pas, mais pas de décision déclarant le comportement d'un candidat non conforme aux exigences d'un emploi.

Article 43

Il résulte de l'article IV.I.60, alinéa 1^{er}, en projet, que peuvent avoir accès, via la mobilité, à un emploi de type statutaire, les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de douze mois.

On peut s'interroger sur l'articulation de cette disposition avec les articles VI.II.8 PJPol et suivants qui supposent que les membres du personnel ayant accès à la mobilité soient exclusivement dans une relation statutaire.

Plus fondamentalement, si le texte en projet doit être compris en ce sens qu'il autorise une nomination automatique dans un emploi statutaire en faveur d'un membre du personnel préalablement engagé sous contrat de travail, se pose la question de l'admissibilité d'un tel système au regard du principe d'égalité.

Article 45

L'article 45 complète l'article IV.II.46 PJPol afin de permettre qu'une enquête complémentaire de milieu et des antécédents soit effectuée lorsque le délai entre l'inscription dans la réserve de recrutement et le commencement de la formation le rend nécessaire.

Une telle enquête constitue une ingérence dans la vie privée des candidats, qui doit être prévue par la loi, conformément à l'article 22 de la Constitution ⁽⁷⁾.

Cette disposition sera omise.

La même observation vaut pour l'article 75 du projet.

Article 82

1. Selon l'article 82, alinéa 1^{er}, les articles 2, c, 19, 2/ et 3/, 24 et 36 produisent leurs effets le 1^{er} avril 2009.

Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

2. L'article 82, alinéa 2, prévoit que les articles 25 et 26 entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

⁽⁷⁾ Voir l'avis 30.951/2, donné le 16 mars 2001, sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 mars 2001, précité.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.171/2
VAN 15 APRIL 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 maart 2009 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 april 2009 (*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 16 april 2009.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het ontworpen besluit wijzigt talrijke bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) en houdt op een bepaald aantal punten belangrijke wijzigingen in de rechtspositie van de betrokken personeelsleden in ten aanzien van de huidige situatie. Zoals het geval is geweest met de uitvaardiging van het besluit zelf, dient het voorliggende ontwerp te worden voorafgegaan door een verslag aan de Koning ⁽¹⁾.

2. De artikelen IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, VII.II.4 en VII.IV.9 RPPol, gewijzigd bij de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 27, 28, 29, 30, 31, 63 en 69 van het ontwerp, zijn bekrachtigd bij artikel 136 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten. Deze artikelen kunnen bijgevolg alleen door middel van een wet worden gewijzigd.

⁽¹⁾ Zie advies 32.667/2, op 16 januari 2002 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 18 april 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

De artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 27, 28, 29, 30, 31, 63 en 69 van het ontwerp moeten bijgevolg vervallen ⁽²⁾.

De overige bepalingen van het ontworpen besluit moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

De steller van het ontwerp wordt er nu reeds op gewezen dat de voornoemde wet van 26 april 2002 bepalingen bevat met een soortgelijke inhoud als die van de voornoemde bepalingen van RPPol ⁽³⁾ en dat, in het geval de wetgever zou optreden, zal moeten worden toegezien op de samenhang tussen deze twee teksten ⁽⁴⁾.

3. Volgens artikel 12, 10/, van de voornoemde wet van 26 april 2002 moeten kandidaten, om te worden toegelaten tot het operationeel kader, onder meer voldoen aan de volgende voorwaarde :

"10/ voor het hulp- en basiskader, slagen in of, voor het midden- en officierskader slagen in en batig gerangschikt zijn voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de basisopleiding."

Deze bepaling eist dus dat, voor de ambten die behoren tot het middenkader (hoofdinspecteurs van politie) en van het officierskader (commissarissen van politie), de selectietest leidt tot een rangschikking van de gegadigden, met andere woorden dat deze

⁽²⁾ Zie advies 38.278/2, op 3 augustus 2005 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 20 december 2005 tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

⁽³⁾ Zie inzonderheid de artikelen 12, 13, 20 en 21 van deze wet.

⁽⁴⁾ Over de nadelen van een systeem dat tegelijk twee soorten van bepalingen met verschillend rechtskarakter in stand laat, wordt verwezen naar de algemene opmerking die is gemaakt in advies 32.835/2, op 20 februari 2002 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan voornoemde wet van 26 april 2002 (*Parl. St.*, Kamer 2001-2002, nr. 1683/1, 66-68).

test wordt georganiseerd in de vorm van een vergelijkend examen en niet van een examen ⁽⁵⁾.

Het ontworpen besluit is niet conform deze bepaling. Immers, uit de ontworpen artikelen IV.I.17 en IV.I.30 RPPol (artikelen 11 en 20 van het ontwerp) blijkt dat kandidaat-commissarissen van politie zullen worden geselecteerd op basis van een vergelijkend examen, maar dat kandidaat-hoofdinspecteurs van politie een selectietest zullen moeten afleggen na afloop waarvan ze zullen worden opgenomen in een wervingsreserve. Aangezien hoofdinspecteurs van politie deel uitmaken van het middenkader, kunnen kandidaten voor dit ambt alleen worden geselecteerd op basis van een vergelijkend examen.

De artikelen 11 en 20 van het ontwerp moeten bijgevolg grondig worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid dient eveneens te worden verwezen naar de artikelen 142*bis* en 142*quinquies*, die de rechtsgrond opleveren voor de bepalingen van hoofdstuk 2 van het ontworpen besluit.

2. In het tweede lid dient te worden gepreciseerd dat artikel 22*quinquies* is ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005.

⁽⁵⁾ Zie eveneens het huidige artikel IV.I.32 RPPol, waarvan in paragraaf 1 wordt gepreciseerd dat de selectie van de kandidaat-hoofdinspecteurs van politie en van kandidaat-commissarissen van politie "geschiedt onder de vorm van een vergelijkend examen derwijze dat er geen wervingsreserve wordt samengesteld".

Dispositief

Artikelen 8 en 9

Gelet op de opheffing, bij artikel 9 van het ontwerp, van artikel IV.I.14 RPPol, op basis waarvan de kandidaat die zich voor een selectie laat inschrijven op eigen verzoek het programma van de selectietests kan ontvangen, zou het laatstgenoemde gegeven moeten worden vermeld samen met die welke artikel IV.I.13 van hetzelfde artikel verplicht te vermelden in het bericht dat voortaan zal staan op de website van de directie van de rekrutering en van de selectie.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 33, gelet op de vervanging van artikel IV.I.55 RPPol bij artikel 38 van het ontwerp.

Artikel 10

Het ontworpen artikel IV.I.15, eerste lid, 4/, RPPol bepaalt dat de procedure voor de selectie van het personeel van het operationeel kader een selectiegesprek omvat met de betrokken selectiecommissie tijdens hetwelk de commissie de specifieke competenties van de kandidaten evalueert. Deze specifieke competenties worden nader toegelicht in het selectiereglement "opgesteld door de directeur van de directie van de rekrutering en van de selectie".

Deze subdelegatie van een verordnungsbevoegdheid heeft geen betrekking op een detailkwestie of op een loutere uitvoeringsmaatregel. Ze kan bijgevolg niet worden aanvaard.

Artikel 11

In het ontworpen artikel IV.I.17, § 2, tweede lid, RPPol wordt gepreciseerd dat de cognitieve vaardigheidstest leidt tot een rangschikking van kandidaat-commissarissen van politie, op basis waarvan ze "in voorkomend geval" worden opgeroepen voor de volgende "selectietesten".

.../...

De betekenis van de woorden "in voorkomend geval" is niet duidelijk. De vraag rijst immers of zulks betekent dat de kandidaten slechts worden opgeroepen voor de selectietesten op voorwaarde dat ze ofwel geslaagd zijn voor de cognitieve test, dan wel een gunstige plaats innemen in de rangschikking.

Artikel 12

Artikel 12 strekt tot opheffing van de verplichting om de kandidaat te horen alvorens een beslissing te nemen waarbij hem "een beperking van de territoriale inzetbaarheid" wordt opgelegd. Aangezien deze beslissing de kandidaat kan benadelen, kan niet worden aanvaard dat ze wordt genomen zonder dat hij de mogelijkheid krijgt om zijn standpunt kenbaar te maken.

Artikel 19

Het ontworpen artikel IV.I.29, tweede lid, RPPol strekt ertoe de kandidaat-hoofdinspecteurs van politie en commissarissen van politie die niet geslaagd zijn voor de test en die binnen twee jaar na hun afwijzing opnieuw afleggen, vrij te stellen van het wederom afleggen van de "selectietesten" genoemd in artikel IV.I.15, eerste lid, 2/ en 3/, als ze daarvoor waren geslaagd. De ontworpen bepaling schrijft evenwel voor dat de deliberatiecommissie bedoeld in artikel IV.I.17, § 1, "zo daar evenwel aanwijzingen toe zijn", kan verzoeken om een aanvullend onderzoek met betrekking tot de vereisten bepaald in artikel IV.I.15, eerste lid, 2/, 3/ of 4/.

Ongerekend het feit dat men op grond van de ontworpen bepaling niet kan worden vrijgesteld van het examenonderdeel waarin artikel IV.I.15, eerste lid, 4/, voorziet, en het bijgevolg niet duidelijk is hoe in dat verband om een aanvullend onderzoek kan worden verzocht, kan niet worden aanvaard dat de deliberatiecommissie gemachtigd wordt om een aanvullend examen te vorderen "zo daar aanwijzingen toe zijn". Dit criterium is immers zo vaag dat het de aldus aan de commissie opgedragen bevoegdheid helemaal niet afbakent.

Het ontworpen artikel IV.I.29, tweede lid, moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 20

Volgens het ontworpen artikel IV.I.30, § 1, RPPol wordt de procedure voor toelating tot de basisopleiding van de geslaagden voor de selectietesten voor agent van de politie ⁽⁶⁾ hoofdzakelijk georganiseerd als volgt :

- a) de geslaagden worden opgenomen in een wervingsreserve (eerste lid);
- b) de lijst van de geslaagden die deel uitmaken van de reserve wordt toegezonden aan de korpschef wanneer het gaat om een betrekking bij de lokale politie, of aan de betrokken directeur wanneer het gaat om een betrekking bij de federale politie (derde lid);
- c) de korpschef of de betrokken directeur kan "op dossier" uit deze reserve een beperkt aantal (ten minste vijf) geslaagden kiezen die de selectietest zullen moeten afleggen georganiseerd door de overheid bevoegd tot benoeming in de toe te wijzen vacante betrekking (vierde en vijfde lid);
- d) de benoemende overheid kiest de geschiktste kandidaat voor de vacante betrekking na een vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de gepreselecteerde kandidaten (zesde lid).

Aangezien het niet gaat om een vergelijkend examen, worden de verschillende geslaagden zonder rangschikking opgenomen in de wervingsreserve. Het is de Raad van State bijgevolg niet duidelijk hoe de mogelijkheid om, wanneer een betrekking vacant is, slechts bepaalde geslaagden van de reserve in de preselectie op te nemen, uit het oogpunt van de het gelijkheidsbeginsel kan worden gerechtvaardigd. Bovendien zij opgemerkt dat de gepreselecteerde kandidaten zeer discretionair zouden kunnen worden uitgekozen, aangezien de ontworpen bepaling alleen voorziet in een

⁽⁶⁾ De procedure is dezelfde voor hoofdinspecteurs van politie, maar in dat verband wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 3.

selectie "op dossier", zonder dat de nadere regels voor een zodanige keuze anderszins worden gepreciseerd.

Om het gelijkheidsbeginsel in acht te nemen dienen voor elke vacante betrekking alle geslaagden de mogelijkheid te krijgen om te solliciteren, waarbij daarna, wanneer er verscheidene gegadigden zijn voor eenzelfde betrekking, de benoemende overheid de aanspraken en verdiensten zou vergelijken om de geschiktste kandidaat te kiezen.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 49 van het ontwerp.

Artikel 23

Artikel 23, 2/, wijzigt artikel IV.I.33, tweede lid, RPPol opdat de directeur van de directie van de rekrutering en van de selectie kan afwijken van de volgorde van toelating tot de basisopleiding vastgesteld in het eerste lid van hetzelfde artikel, wegens rekruteringsbehoeften en voor de duur die hij bepaalt.

Een zodanige subdelegatie kan alleen worden aanvaard indien ze beter afgebakend wordt, wat het objectiveren impliceert van het begrip rekruteringsbehoefte.

Artikel 41

Het ontworpen artikel IV.I.57bis RPPol voorziet in een procedure van beroep bij de minister ten voordele van de kandidaat "van wie wordt geoordeeld dat zijn gedrag niet in overeenstemming is met de eisen van de (...) betrekking".

Het is de Raad van State niet duidelijk naar welke beslissing deze uitdrukking verwijst. Er zijn immers beslissingen omtrent slagen of falen voor een test, of beslissingen waarbij de kandidaat geschikt of niet-geschikt wordt verklaard, maar geen

.../...

beslissingen waarbij het gedrag van een kandidaat niet conform de vereisten van een betrekking wordt verklaard.

Artikel 43

Uit het ontworpen artikel IV.I.60, eerste lid, blijkt dat personeelsleden die in dienst zijn genomen bij een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van twaalf maanden, via mobiliteit kunnen worden benoemd in een vaste betrekking.

De vraag rijst of deze bepaling wel afgestemd is op de artikelen VI.II.8 RPPol en volgende die vooronderstellen dat personeelsleden die aanspraak kunnen maken op mobiliteit uitsluitend vastbenoemde personeelsleden zijn.

Fundamenteler is dat, indien de ontworpen tekst in die zin moet worden begrepen dat hij automatische benoeming in vast verband mogelijk maakt ten voordele van een personeelslid dat eerst bij arbeidsovereenkomst in dienst was genomen, de vraag rijst of een zodanig systeem aanvaardbaar is uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel.

Artikel 45

Artikel 45 vult artikel IV.II.46 RPPol aan om een aanvullend onderzoek van de omgeving en de antecedenten mogelijk te maken wanneer de termijn tussen de opname in de wervingsreserve en de aanvang van de opleiding zulks noodzakelijk maakt.

Een zodanig onderzoek vormt een inmenging in het privéleven van de kandidaten, waarin overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet bij wet moet worden voorzien ⁽⁷⁾.

Deze bepaling moet vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 75 van het ontwerp.

⁽⁷⁾ Zie advies 30.951/2, op 16 maart 2001 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan voornoemd koninklijk besluit van 30 maart 2001.

Artikel 82

1. Volgens artikel 82, eerste lid, hebben de artikelen 2, c, 19, 2/ en 3/, 24 en 36 uitwerking met ingang van 1 april 2009.

Er zij weer op gewezen dat in de regel bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan echter gewettigd zijn indien ze door de wet wordt toegestaan. Wanneer dat niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

2. Artikel 82, tweede lid, bepaalt dat de artikelen 25 en 26 in werking treden op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE